

MENSUEL

Unité !

N°1

FEV.
2026

LA GUERRE SOCIALE

Luttes,
mobilisations et
grèves en France

INTERNATIONALISME

Grève contre le
Génocide et la
guerre dans les
Ports et docks

FOCUS

- › « Accident » mortel à Elkem
- › Les Gardiens de Troupeaux CGT en action !





#BUDGET2026 LE PEUPLE PEUT RENVERSEB CE QUE LE POUVOIR A IMPOSÉ

Après avoir annoncé, pendant des mois, qu'il n'utilisera pas le 49.3, le premier ministre a officialisé le nouveau coup de force du gouvernement pour faire passer son budget austéritaire.

Minoraires dans le pays et à l'Assemblée, le président le plus illégitime et le gouvernement le plus faible de la 5e république ont réussi « l'exploit » d'imposer un nouveau budget d'une brutalité sociale inouïe.

Ceci est le résultat de la compromission du Parti Socialiste qui s'intègre désormais dans une nouvelle majorité parlementaire et de la liquidation de la mobilisation sociale explosive qui avait

pourtant embrasé notre pays en septembre dernier.

Un budget qui saigne les travailleurs et les travailleuses

La Macronie, le Parti Socialiste et la droite présentent ce budget comme un "compromis" qui "éviterait l'austérité". Rien n'est plus faux : pour "contenir le déficit public", grevé par l'assistanat d'Etat accordé au patronat (270 milliards d'euros par an qui disparaissent dans les poches des actionnaires des grands groupes), le gouvernement va tailler dans les crédits de France 2030 et de nombreux ministères, et demander un "effort" aux groupements de communes.

Comprendons ici ce que le mot "effort" sous-entend : la dégradation générale des services publics et de nos conditions de vie, la non-réponse aux besoins déjà immenses de la population, la poursuite "quoi qu'il en coûte" du pillage des comptes publics.

Toutefois, rappelons ici que ce que le Parlement a voté peut être détricoté et annulé par la mobilisation sociale. Face aux magouilles "par le haut", une mobilisation – de très grande ampleur, à l'image de la victoire en deux jours du mouvement social en Bulgarie contre un budget 2026 très austéritaire lui aussi – peut inverser la donne.

Notre Peuple a besoin d'un sursaut social et politique ; cela passe par l'organisation des 1000 et unes colères qui bruissent, partout dans notre pays, contre la petite caste au pouvoir qui siphonne, au bénéfice exclusif du patronat, les caisses de l'Etat, cible et criminalise les travailleurs les plus précaires.

Les travailleurs et les travailleuses, lorsqu'ils s'organisent et parce qu'ils sont les premiers de cordée sur l'ensemble de la production du pays et son fonctionnement quotidien, peuvent ouvrir la voie, par la grève et notamment l'arrêt des machines, à une nouvelle situation sociale.

Nous avons démontré collectivement il y a moins de 6 mois, les 10 et 18 septembre 2025, qu'un élan puissant pour #ToutBloquer était possible, malgré des limites évidentes à questionner et répondre.

A nous de "faire mieux" et ancrer la CGT et le rapport de force dans chaque entreprise, atelier, service, construire et amplifier un mouvement global, un véritable soulèvement social dont nous avons tous et toutes besoin, dans un contexte de montée général des tensions, en France comme dans le monde entier.

LE SYNDICALISME À LA CROISÉE DES CHEMINS : LUTTE DES CLASSES OU INTÉGRATION IMPÉRIALISTE ?

LE RÔLE DE LA CSI

Article de G. Perros, secrétaire général adjoint de la FSM

Les développements confirment que l'impérialisme ne connaît pas de « périodes pacifiques ». L'intervention militaire des États-Unis au Venezuela et en Iran, les menaces contre Cuba, les pays d'Amérique latine et même contre le Danemark, membre de l'OTAN et de l'UE, au sujet du Groenland, révèlent que les rivalités impérialistes s'intensifient. Les peuples en paient le prix, soit par des guerres, soit par des sanctions, la pauvreté, la répression et les effusions de sang, tandis que les travailleurs sont appelés à accepter des sacrifices au nom de l'économie de guerre.

Dans ce contexte, la question clé pour le mouvement syndical international n'est pas de savoir s'il se contentera de publier des déclarations, mais comment il fera face à ces développements dans la pratique et avec quelle stratégie. Ici, la confrontation avec la CSI [Confédération Syndicale Internationale] n'est pas secondaire, elle est centrale.

La CSI n'est pas simplement une version « modérée » du syndicalisme. C'est un mécanisme actif d'intégration de la classe ouvrière dans la stratégie impérialiste. Derrière sa rhétorique sur la « démocratie », les « droits humains » et la « stabilité institutionnelle », il légitime systématiquement les choix des États-Unis, de l'Union européenne et de leurs alliés. Il reconnaît l'OTAN comme un facteur de « paix et de sécurité », alors que l'OTAN noie les peuples dans le sang, du Moyen-Orient à l'Europe de l'Est.

La CSI se présente comme un défenseur de la paix, de la démocratie et des droits humains. Cependant, elle fonctionne comme un alibi syndical pour l'impérialisme. Son hypocrisie s'exprime non seulement dans ses discours, mais surtout dans ce qu'elle évite

délibérément de faire. Pas un mot sur les 850 milliards d'euros que l'Union européenne va dépenser pour l'économie de guerre, avec des conséquences directes sur la vie des travailleurs. Pas un mot lorsque le secrétaire général de l'OTAN a déclaré que les travailleurs devaient accepter des restrictions de leurs droits afin que des fonds puissent être alloués aux systèmes d'armement.

Elle condamne « la violence en général », mais jamais ses auteurs. Elle parle de « violations des droits », mais évite de nommer les États-Unis, l'OTAN et l'UE comme organisateurs et exécutants des guerres et des interventions. Elle lance des appels à la « paix et au dialogue », tandis que les gouvernements qu'elle soutient s'arment, imposent des sanctions et transforment des pays entiers en champs de bataille.

L'hypocrisie de la CSI est pleinement révélée dans sa position à l'égard de l'État meurtrier d'Israël. Tout en parlant de « crises humanitaires », elle refuse de prendre position contre le génocide du peuple palestinien, refuse d'appeler les syndicats à bloquer le transport d'armes et refuse de s'opposer aux gouvernements qui soutiennent et arment Israël. Les « droits humains » et la « paix » de la CSI s'arrêtent précisément là où commencent les intérêts de ses protecteurs impérialistes.

Cette position est un choix politique conscient. La CSI a soutenu à plusieurs reprises les sanctions impérialistes contre les peuples, appuyé les gouvernements impliqués dans les guerres impérialistes et dénoncé comme « extrêmes » ou « irresponsables » les syndicats qui s'opposent à la machine de guerre. Dans la pratique, elle fonctionne comme le bras syndical de l'ordre impérialiste.



C'est pourquoi sa ligne est celle du compromis et de la soumission. Lorsque les syndicats acceptent la « normalité » impérialiste, ils acceptent simultanément l'économie de guerre, les réductions de salaires et des dépenses sociales, et la discipline des travailleurs au nom de la compétitivité des monopoles. Elle promeut le dialogue social et la paix sociale. Elle promeut l'idée que les travailleurs et les employeurs sont « dans le même bateau ».

Cette ligne conduit au compromis, au fatalisme, au défaitisme et au « réalisme » de la soumission. Elle est le terreau de la décadence, de la corruption et de la dégénérescence de la social-démocratie européenne (CES), qui a soutenu des mesures réactionnaires avec les pétrodollars sanglants du Qatar et d'autres lobbies.

En Grèce, les récentes révélations concernant le président et la direction de la Confédération générale des travailleurs de Grèce (GSEE), membre de la CES/CSI, sont éclairantes : implication dans des programmes valant des centaines de millions d'euros, financement par l'État et l'UE pour la « formation », sociétés écrans, argent noir, blanchiment d'argent et enquêtes sur le détournement de fonds. Lorsque cette ligne prévaut, le mouvement syndical se décompose de l'intérieur et s'éloigne de ceux qu'il est censé représenter, les travailleurs.

C'est une ligne ignoble et dangereuse de la CSI, par exemple lorsqu'elle affirme qu'Israël a le droit de se défendre, lorsqu'elle tente de convaincre les travailleurs et les syndicats que le profit, la barbarie de la pauvreté et de la guerre, les droits des travailleurs et une vie digne peuvent coexister.

Contre cette stratégie, la voie de la Fédération Syndicale Mondiale est la seule qui corresponde aux intérêts des travailleurs. La FSM ne peut et ne doit pas fonctionner comme un « pont » entre le capital et le travail. Son rôle est d'organiser la confrontation, de renforcer la lutte des classes, de dénoncer la nature des gouvernements, de leurs agents au sein du mouvement syndical et des organisations impérialistes.

Dans un monde qui s'oriente vers des conflits militaires généralisés, il ne peut y avoir d'équidistance. Les syndicats qui se rallient à la FSM doivent organiser les travailleurs au niveau du lieu de travail, affronter ouvertement les gouvernements qui impliquent leurs pays dans des guerres

impérialistes et bloquer la machine de guerre dans la pratique. La lutte pour les salaires, les heures de travail et les conventions collectives est indissociable de la lutte contre les interventions impérialistes, les sanctions et la transformation des ports, des chemins de fer et des infrastructures en outils de guerre.

La FSM peut rallier des forces plus larges et plus militantes précisément parce qu'elle ne cultive pas d'illusions sur « l'impérialisme humanitaire ». Elle peut devenir plus forte si elle intensifie la lutte idéologique et politique au sein du mouvement syndical, soutient les syndicats qui s'opposent concrètement aux employeurs et à l'État, et souligne que les guerres, la pauvreté et l'exploitation ont une cause commune : le système capitaliste.

La classe ouvrière n'a aucune raison de s'aligner sur les intérêts d'un centre impérialiste, qu'il soit représenté par les États-Unis et l'UE ou par la Chine et la Russie, dans la lutte interimpérialiste pour la suprématie, ni sur des forces telles que la CSI, qui cherchent à la désarmer idéologiquement et à la pousser à verser son sang sous des drapeaux étrangers pour des intérêts étrangers.

La FSM doit renforcer la confrontation avec la CSI et la dénoncer auprès de la classe ouvrière. Elle n'a pas à s'engager dans des transactions, à ouvrir des canaux de communication ou à adopter des positions communes avec les responsables de la CSI qui servent de fer de lance au syndicalisme jaune.

Aujourd'hui, alors que le monde sent la poudre et brûle, le choix pour les syndicats et les travailleurs est clair et sans échappatoire. Soit ils s'alignent sur la ligne qui sert l'impérialisme et les intérêts de leurs exploiteurs, comme le fait la CSI, soit ils empruntent la voie de la lutte des classes, de la solidarité internationaliste, de la confrontation et de la rupture avec le système qui génère les guerres et l'exploitation. Pour le mouvement syndical de classe, il n'y a pas d'autre voie.

LES GARDIENS DE TROUPEAUX CGT FONT ENTENDRE LEURS DÉTERMINATIONS

A l'occasion de la foire agricole de Saint Martin de Crau, dans les Bouches-du-Rhône, le Syndicat des Gardiens de Troupeaux CGT (SGT - CGT) a fait entendre une voix dissonante dans cette grande messe du patronat rural et agricole.

Appuyés par la Fédération Nationale Agroalimentaire et Forestière CGT, des syndicats CGT, l'interpro avec des Unions locales CGT venues en soutien, à l'image des UL CGT de Marseille centre, Arles, ou de Martigues, les syndicalistes CGT ont rappelé leurs revendications auprès des badauds, des salariés, des employeurs, des responsables locaux et des journalistes.

Le SGT a notamment dénoncé le "temps de travail et repos ignorés, les contrats d'un autre temps, les salaires et feuilles de paie trafiquées ou avec qualifications ignorées, hébergements insalubres sans accès à l'eau potable, les véhicules non fournis et carburant non remboursé, le manque de sécurité avec des violences verbales, parfois racistes ou misogynes, de la part de certains éleveurs".

Pour rappel, la plupart des gardiens enchaînent des CDD dit « saisonniers agricoles » : des contrats spécifiques à

l'agriculture, sans date de fin précise et sans prime de précarité à l'issue du contrat. Comme ailleurs, - et loin des visions hors sol d'un milieu agricole sans lutte des classes -, la variable d'ajustement du patronat, c'est le coût du travail des salariés. Selon le SGT, le salaire moyen d'un gardien de troupeaux est de 1 800 euros net avec les primes.

..
Cette situation - de mauvaises conditions de travail structurellement organisées par un patronat du secteur particulièrement vorace et proche de ses sous - perdure après trois années de fausses discussions en commissions paritaires au niveau national et départemental sur les conventions collectives des ouvriers agricoles.

En effet, comme le rapporte les camarades du SGT, "Les commissions paritaires s'annulent les unes après les autres car il n'y a pas de volonté patronale pour améliorer nos conditions de travail." : une stratégie patronale visant à essouffler et épouser le syndicat et les travailleurs et travailleuses mobilisés mais qui, face au SGT, se trouve impuissant à entraver l'activité militante qui, coûte que coûte, organise les gardiens de troupeaux face à leurs employeurs.



unitecgtr.fr

Média militant pour renforcer notre syndicalisme de classe, de masse, démocratique, internationaliste et unitaire



« ACCIDENT » MORTEL À ELKEM : LE PATRONAT EST RESPONSABLE !

Un très grave accident industriel au sein de l'usine Elkem Silicones, à Saint-Fons dans la région lyonnaise, fin décembre, a causé la mort de deux salariés - une salariée est encore entre la vie et la mort - et entraîné le confinement des habitants de quatre communes en banlieue de Lyon.

Ces deux salariés étaient deux syndicalistes. Nous leur rendons ici un vibrant hommage : la mort de ces salariés est une tragédie pour leurs familles et interpellent l'ensemble du collectif de travail, à Elkem, ainsi que l'ensemble des travailleurs de la vallée de la chimie, mais aussi de toute la France.

Cet accident meurtrier était évitable : il y a des responsables et des coupables. En tout état de cause, l'explosion a causé une vaste sidération et un sentiment larvé de colère chez les salariés des entreprises de la vallée de la chimie.

Une enquête a été ouverte par le parquet de Lyon. Selon les premiers éléments, rapportés par plusieurs médias, il pourrait s'agir d'une explosion d'hydrogène liée à une opération classique de « dévolatilisation » d'un composé utilisé.

En 2016 déjà, un opérateur logistique d'un sous-traitant de cette usine était mort dans l'incendie d'une des bâtiments du site. Le groupe Elkem, industriel suédois détenu majoritairement par un groupe public chinois, avait été condamné à 50 000 euros d'amende pour homicide involontaire.

Plusieurs vérités doivent être réaffirmées avec force :

1. Il ne s'agit jamais, dans le cas présent d'Elkem mais aussi dans les cas passés, comme à AZF, uniquement d'accidents causés par l'inadéquation ou la maladresse de salariés. Une des questions posées est celle de l'organisation du travail, de la gestion du site par des entreprises privées qui cherchent - constamment - à échapper à leurs propres responsabilités.

2. Il n'y a jamais de fatalité. Que des conséquences dramatiques provoquées par

des causes rationnelles et identifiables. Un exemple : si tel ou tel site fonctionne de manière chronique en sous-effectif, en "flux tendu", est-ce la faute du salarié ou de celui qui "donne les ordres" ou qui use et abuse de la "subordination" ?

3. Le patronat est donc toujours coupable. Coupable de sous-investissements chroniques, de gestions hasardeuses ou défaillantes des installations industrielles. Coupable de placer, systématiquement, le profit avant la vie, des salariés comme des populations riveraines des usines, notamment celles classées SEVESO.

4. La loi du silence, l'omerta imposée par le patronat pour intimider et faire taire, sert les intérêts des groupes industriels. De même, le faux débat, volontairement anxiogène et sans solutions concrètes, autour de la dangerosité des "produits chimiques" a pour unique fonction de détourner les yeux des salariés et des riverains des réels enjeux, à savoir "qui produit quoi, pour qui et dans quel intérêt ?"

5. Cette question, balayée du revers de la main par l'État, les industriels mais aussi par certains lobbies qui lorgnent sur le magot foncier de la vallée de la chimie, est fondamentale car elle pose le sujet de la gestion capitaliste de produits dangereux, à très haute valeur ajoutée et indispensable (à l'image du pétrole, du plastique, du caoutchouc...) à la production/transformation de produits de base.

Un exemple : les engrains chimiques, très explosifs, sont-ils mauvais par "nature" ? Non. Permettent-ils de multiplier les rendements agricoles ? Oui. Cette hausse des rendements est-elle d'abord bénéfique au patronat, ou à la population ? C'est là toute la question : la production d'engrais chimiques est nécessaire au secteur de l'agro-industrie, pas pour nourrir la population (conséquence) mais bien pour surproduire et sur-exporter à l'étranger (cause).

La bataille menée par les salariés de Yara à Montoiré de Bretagne contre la fermeture du site par le géant norvégien a illustré cette problématique. Yara a fermé son usine, arguant au passage du "danger" du site pour les populations (après des décennies d'existence et de sous-investissement volontaire du groupe)... mais Yara a aussi conservé sa plateforme de stockage, désormais sur-utilisée. Résultat : l'usine a fermé, les emplois ont été liquidés... mais le danger ou le risque demeurent bien présents dans une zone où les habitations ont été construites - comme dans le cas de la Vallée de la chimie - autour des installations industrielles.

A Elkem comme ailleurs, le patronat a donc beau jeu de se lamenter ou de mettre en avant des sommes dérisoires consacrées à la prévention des risques : il ne peut pas se défiler de ses propres responsabilités.

Les salariés, au cœur de ces gigantesques machines à produire du profit, sont les premiers et principaux acteurs : leur voix doit être écoutée et entendue. La gestion capitaliste est la cause de ces malheurs qui ne tombent pas du ciel.

A l'inverse, une production, destinée à répondre aux besoins de la population et débarrassée de la recherche incessante de profits, planifiée et dirigée par les travailleurs avec leurs organisations, éliminera- en une seule fois - l'arme braquée sur la tête des ouvriers et ouvrières qui manipulent/transforment/produisent des produits dits "dangereux" et indispensable au fonctionnement de notre société.

« un accident industriel n'est jamais une fatalité »

Dans une déclaration de branche, la FNIC CGT a exprimé « sa profonde solidarité aux victimes de cet accident survenu à Saint-Fons, qui a causé des blessures très graves et la mort de deux autres. [...] À Saint-Fons comme ailleurs, les travailleurs payent de leur chair ce que les actionnaires encaissent en dividendes. Cet accident ne peut pas être considéré comme un événement isolé. »

Pour la Fédération nationale des Industries chimiques CGT, « un accident industriel n'est jamais une fatalité. Il est presque toujours le résultat de choix patronaux : des choix où la rentabilité prime sur la prévention, où l'on décide d'économiser sur la maintenance, la formation, les effectifs et le temps nécessaire

pour travailler en sécurité. [...] La suppression des CHSCT a constitué une régression majeure pour la prévention des risques. Elle a affaibli la capacité des travailleurs et travailleuses à intervenir, à contrôler, à alerter et à imposer des mesures de protection adaptées aux réalités du terrain. »

« Dans la chimie, nous travaillons avec des installations à hauts risques, des produits dangereux, des procédés complexes. Pourtant, depuis des années, les mêmes logiques sont à l'œuvre : pression sur les coûts, réduction des effectifs, sous-traitance en cascade, intensification du travail, dégradation continue des conditions de travail. [...] La chimie n'est pas une industrie ordinaire. Quand la sécurité est sacrifiée, ce sont les travailleurs et travailleuses, mais aussi les riverains, les territoires et l'environnement qui sont exposés. », ajoute la FNIC CGT, qui explicite encore :

« Dans une industrie à risques majeurs, la prévention ne peut pas être décidée uniquement depuis les bureaux ou les directions. Elle doit s'appuyer sur celles et ceux qui travaillent sur les installations au quotidien. C'est pourquoi nous affirmons la nécessité d'un véritable contrôle ouvrier en matière de santé et de sécurité, avec des moyens conséquents : du temps, des formations, des droits et un pouvoir réel d'intervention. »

Parmi les revendications mis en avant par la CGT on trouve ainsi :

- Le retour de véritables CHSCT avec des moyens renforcés et un pouvoir réel.
- La mise en place d'un contrôle ouvrier effectif sur les questions de santé et de sécurité avec des moyens humains et financiers.
- La réduction du temps de travail, car la fatigue, l'usure et les cadences tuent.
- Des investissements immédiats et massifs dans les installations, la maintenance, la formation et les effectifs.
- L'arrêt définitif de toute logique d'économie sur la sécurité et la prévention.



LA VICTOIRE OU LA VICTOIRE !

DÉFAITES EN SÉRIE POUR LE PATRON TORAY

L'année 2026 marquera-t-elle la défaite, puis la capitulation, en rase campagne, de la multinationale Toray ? Dans un communiqué, la CGT Toray a annoncé le "refus implicite par le ministère du deuxième licenciement et [aussi de la] victoire devant le Conseil constitutionnel" saisi par l'employeur dans l'objectif d'éliminer Timothée mais aussi faire tomber la protection des salariés protégés par leurs mandats des CPPNI.

Ces nouvelles, qui font chaud au cœur dans ce contexte de répression inédite contre les militants de la CGT, sont le fruit de la détermination de Timothée Esprit et de l'acharnement du syndicat CGT Toray, de la FNIC CGT, de l'UL CGT Mourenx et de toutes les organisations et militants de la CGT qui se mobilisent depuis mai 2024.

Pour la CGT Toray : "C'est n'est pas simplement la victoire de notre camarade dans son parcours contre la répression de Toray mais bien la victoire de plusieurs milliers de mandatés des syndicats dans les CPPNI et ce n'est pas simplement un revers magistral pour l'entreprise répressive Toray mais bien pour l'ensemble du patronat qui ne rêve que d'une chose : se débarrasser partout en France des militants CGT qui relèvent la tête et mènent la lutte de classe implacablement dans les entreprises !"

"Nous le disions, nous pouvons maintenant l'affirmer preuves à l'appui : Toray pratique la répression syndicale. Une telle direction pratiquant ce type d'acharnement



antisyndicaux et s'appuyant sur des pratiques illégales ne peut rester à la gouvernance d'une entreprise de plus de 400 salariés, celle-ci doit prendre ses responsabilités et la quitter !", ajoute la CGT

"Après avoir échoué lors du premier licenciement suite à la réintégration en mars 2025 du camarade pour avoir été licencié de manière illégale, suite au refus massif des élus de l'entreprise de voter son deuxième licenciement, suite au refus de l'inspection du travail de Pau de le licencier, suite au refus de le licencier par le ministère du travail, suite à l'ordonnance du tribunal de Tarbes d'ordonner à Toray de retirer des éléments issus de procédures non réglementaires, suite au rejet par les prud'hommes de Pau du sursoit à statuer en

décembre 2025 demandé par Toray pour l'audience de fond, suite au refus des Prud'hommes de Pau du renvoi de l'audience du 3 février dernier qui sera en délibéré le 15 juin, Toray se retrouve nu et dépourvu de toute possibilité d'aller plus loin.

A moins de s'acharner encore et encore et de faire la démonstration au monde entier qu'elle craint toute opposition au sein de son entreprise dû au fait de sa politique inhumaine, anti ouvrière et barbare.", résume encore la CGT Toray.

LA GUERRE SOCIALE EN FRANCE



Salaires - Emploi

Un rassemblement a été impulsé le 21/01 à Paris, à l'appel de la FNIC CGT. Dans un contexte marqué par l'offensive du patronat contre nos salaires et l'emploi, du gouvernement main dans la main avec le PS et la droite pour imposer son budget austéritaire, et aussi dans un contexte international complexe et anxiogène, les militants, responsables, élus et mandatés CGT venus de toute la France et qui ont fait le déplacement jusqu'à Paris, ont envoyé un message de détermination et d'action !

A noter également la présence de camarades de l'UD CGT 59 et de l'UD CGT 94, ainsi que du CNTPEP CGT et du syndicat CGT Cheminots de Versailles.

Pour la FNIC CGT, l'heure est à la riposte ouvrière contre « l'inflation galopante, les salaires qui stagnent, l'augmentation du chômage et la destruction des emplois, la destruction de notre système de sécurité sociale, l'aggravation des conditions de travail... » Conséquence logique pour les syndicalistes de classe : pour ne pas « subir mois après mois, l'appauvrissement généralisé de notre classe », il faut arrêter « la machine à broyer du capital » et « son travail de saccage contre le prolétariat ».

Ubisoft en grève !

Une grève massive et historique, à l'appel de la CGT et de l'intersyndicale, en réponse au plan antisocial brutal du groupe Ubisoft, a secoué le géant du jeu vidéo les 10 et 11 février et mobilisé plusieurs centaines de salariés parmi les 3 800 que compte le groupe en France.



« Notre 1^{er} Mai n'est pas à vendre ! »

Dans une déclaration, la fédération CGT Commerce et Services s'est félicitée le 22 janvier de l'échec d'une niche parlementaire calibrée pour libéraliser la date du 1^{er} Mai.

Un rassemblement de plusieurs centaines de syndicalistes CGT avait été organisé le jour même devant l'Assemblée nationale.



Grèves chez les marins à la Méridionale et la Corsica Linea

Une grève majeure a été organisée par la CGT Marins entre le 2 février et le 6 février, pour la Méridionale et la Corsica Linea. « Près d'un millier d'emplois menacés. Nous ne pouvons pas rester spectateurs de la libéralisation des lignes maritimes nationales à passagers », explique la CGT qui pointe également une situation de concurrence déloyale aux compagnies naviguant sous pavillon français 1er registre.



Grèves à répétition à Eureenco

Les grèves et actions se sont multipliés, malgré les atteintes au droit de grève par l'employeur, en janvier et février dans les usines du groupe Eureenco, spécialisé dans l'industrie militaire, notamment à Bergerac, en Dordogne, et à Sorgues, dans le Vaucluse.

Les travailleuses se mobilisent avec la CGT qui a refusé de signer l'accord sur les négociations annuelles obligatoires, et exige une « augmentation générale de 130 euros pour tous », « le passage immédiat de la prime d'ancienneté à 20 % », la « prise en charge par l'employeur de 70 % du coût de la mutuelle et de la prévoyance » et la « transformation en CDI des travailleurs intérimaires ».

GRÈVE CONTRE LE GÉNOCIDE ET LA GUERRE

« LES DOCKERS NE TRAVAILLENT PAS POUR LA GUERRE ! »

"Les dockers ne travaillent pas pour la guerre" : plus de 20 ports méditerranéens - en Italie, Grèce, Pays Basque, Turquie, Maroc... - ont été bloqués par les portuaires et dockers, en réponse à l'appel à une journée internationale de grève et d'actions le vendredi 6 février contre la guerre et le réarmement.

L'objectif : dénoncer et s'opposer à privatisation et la militarisation croissante des infrastructures de transport, notamment maritimes, ainsi qu'à la complicité des directions portuaires et des gouvernements, dans les guerres impérialistes en général, et en particulier dans le génocide à Gaza.

Les syndicalistes impliqués dans la préparation de cette action l'ont décrite comme le résultat d'un processus long et complexe, fondé sur la solidarité des dockers avec la Palestine et leur lutte pour des conditions de travail dignes dans leur pays.

L'impact de la grève du 6 février s'est fait sentir avant même qu'elle ne débute officiellement le 6 février, lorsque des informations ont fait état de navires - qui transportent régulièrement du fret militaire vers Israël - ayant interrompu leur itinéraire en raison de cette action.

Les manifestations ont commencé dans la matinée dans les ports grecs du Pirée et d'Eefsina, à Mersin en Turquie, ainsi qu'à Bilbao et Pasaia au Pays basque. En Grèce, les dockers ont notamment souligné la contradiction entre les investissements européens massifs dans le réarmement et l'imposition de mesures d'austérité aux services publics et aux infrastructures, qui conduisent à des conditions de travail de plus en plus dangereuses.

En Italie, l'ampleur du mouvement de grève et de mobilisation témoigne de la dynamique créée par le mouvement syndical

de classe italien au cours de l'année écoulée, notamment trois grèves générales massives à l'appel de l'USB contre le génocide en Palestine.

« Si nous ne franchissons pas ce pas, toutes nos autres revendications seront écrasées par la guerre », avait notamment expliqué l'Union Syndicale de Base, puissante confédération syndicale italienne, de classe et de masse, affiliée à la Fédération Syndicale Mondiale.



Au moins dix ports italiens sont concernés par cette grève, historique, et qui prolonge et amplifie encore la puissante et magnifique mobilisation de la classe ouvrière italienne pour la fin du Génocide à Gaza qui a enflammé l'Italie depuis l'été dernier, avec notamment des actions des dockers mais aussi plusieurs grèves générales très suivis - et qui ont paralysé le pays en septembre et octobre - et d'imposantes manifestations, notamment à Rome et Gênes. Bien entendu,

cette vague de solidarité avec le peuple de Palestine est liée, par nos camarades en Italie mais aussi en Grèce, à la résistance organisée contre les programmes de réarmement, contre l'austérité et pour la satisfaction des revendications, notamment salariales, des travailleurs avec leurs syndicats.

Cette mobilisation cible donc les livraisons d'armes, dénonce « l'effort de guerre », le militarisme et le réarmement et s'oppose fermement aux conséquences de l'économie de guerre sur les droits et la protection sociale des travailleurs et travailleuses. Cette journée d'action est ainsi lancée afin de « garantir que les ports européens et méditerranéens soient des havres de paix, exempts de toute implication dans la guerre » impérialiste, en particulier le Génocide à Gaza et en Palestine.

Génocide à Gaza et Impérialisme : la Palestine, boussole de l'internationalisme ouvrier

Il faut comprendre ici que cette journée de grève des Ouvriers Portuaires et Dockers est une élévation du rapport de force. En effet, de nombreux travailleurs qui ont déjà participé à des initiatives de blocage des livraisons d'armes, se joindront à des mobilisations coordonnées. Un véritable pas en avant.

Depuis le début de l'offensive israélienne et du Génocide à Gaza, les mobilisations des dockers et portuaires sont montés en puissance, en écho à l'amplification des initiatives contre les guerres impérialistes. En France, les syndicats CGT des Ouvriers et Portuaires s'est notamment illustré par des actions déterminées pour empêcher les transferts d'armes ou de munitions à destination d'Israël. Des actions similaires se sont en réalité multipliées à travers l'espace méditerranéen. Bien plus, ces derniers mois ont vu la mise en place d'une coordination, large et ancrée dans les lieux de travail, de syndicats d'ouvriers portuaires et dockers à travers la mer Méditerranée.

Les ouvriers affirment, dans l'action, leur opposition irréductible à toute complicité avec le génocide à Gaza. Après plusieurs coups de semences et la mise en place d'une véritable coordination des syndicats des infrastructures portuaires de plusieurs pays méditerranée, cette grève générale des ouvriers dockers et portuaires est une étape majeure pour le syndicalisme de classe et de masse.

Chacun pourra noter que ce sont des syndicats (l'Union Syndicale de Base (USB), ou encore le Front de tous les travailleurs de Grèce (PAME) la fédération syndicale du transport de Turquie Nakliya IS, le LAB basque (Langile Abertzaleen Batzordeak, en français : Commissions ouvrières patriotes), le syndicat marocain ODT (Organisation démocratique du Travail))... affiliés à la Fédération Syndicale Mondiale – mais pas seulement ! – qui, dans l'unité d'action et avec détermination, ont impulsé cet appel qui permet :

1. De remettre la lutte contre le Génocide en Palestine sous les projecteurs médiatiques
2. Envoie un signal très clair au patronat : « nos ports ne seront pas utilisés comme rouages dans le génocide et la guerre »

3. Accélère la prise de conscience par le plus grand nombre du risque imminent de généralisation des guerres – dans un contexte international particulièrement inflammable – et de la capacité des travailleurs – parce que ces derniers sont au cœur de la production capitaliste – à bloquer la machine de mort israélienne, gripper et paralyser les plans de guerre de nos gouvernants.

Les syndicats mobilisés sont unis par une même détermination, celle de tout faire pour enrayer la marche vers la guerre générale et le Génocide à Gaza.

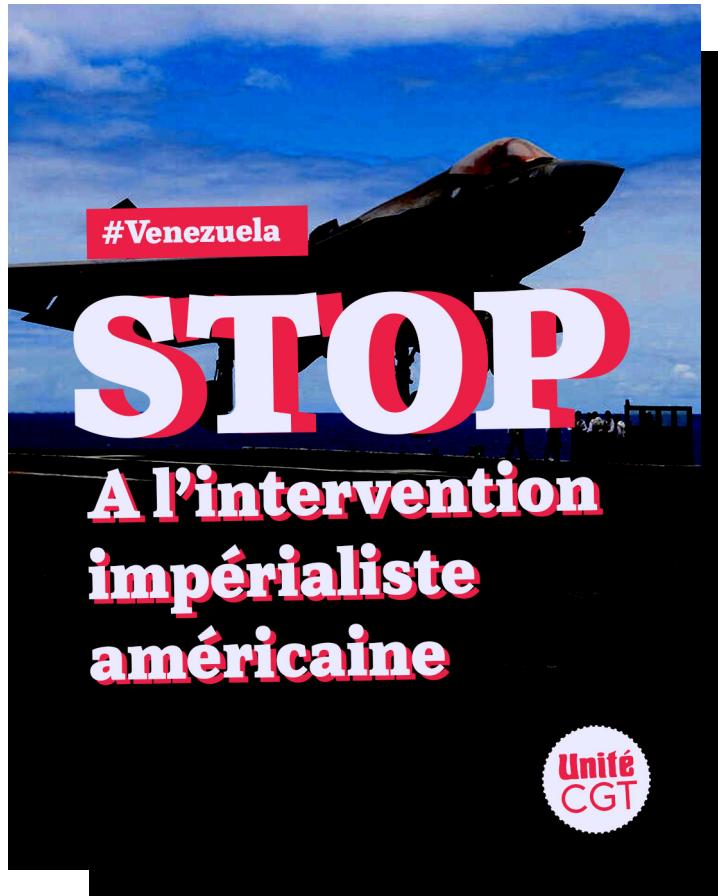
Car le Génocide continue à Gaza. Aux centaines de milliers de morts, aux bombardements et opérations au sol qui se poursuivent et à la famine chronique et organisée de A à Z par Israël, s'ajoute l'absence criante de perspectives politiques pour l'enclave palestinienne, alors que s'accélère encore et encore la colonisation et l'annexion de la Cisjordanie par le régime terroriste de Tel Aviv.

La Solidarité ouvrière et internationaliste qui s'est exprimée au cours des deux ans et demi passé, notamment avec et grâce à la Fédération Syndicale Mondiale – en opposition avec la complicité de la CES et de la CSI avec le Génocide - a permis l'élosion d'un véritable mouvement global pour la Palestine, une Intifada des consciences qui – comme on l'a vu en Italie – peut entraîner une vague de contestation sociale et politique inédite.

Soyons solidaires de nos camarades, engageons nous tous, dans toutes les professions, notamment celles qui ont un lien, du fait de la production (industries chimiques, métallurgiques...) ou du transfert/transport (infrastructures portuaires, aéroportuaires, logistiques, ferroviaire...), possible avec l'armement, en particulier en direction d'Israël.

Il est temps également pour nos organisations syndicales de dénoncer et rompre définitivement avec la Histadrout, « syndicat » israélien influent notamment dans la CSI et complice du génocide à Gaza et de l'occupation coloniale en Palestine.

Malgré tous les efforts de nos gouvernants, le cœur des Peuples et des Travailleurs et Travailleuses sont demeurés résolument et implacablement du côté de la Justice et de la Paix, donc aux côtés de la cause du Peuple de Palestine et en soutien à la cité martyre de Gaza, face au génocide monstrueux,



Dans une démonstration spectaculaire d'agressivité impérialiste, les États-Unis ont engagé une intervention militaire et acte de guerre le 3 janvier contre le peuple souverain du Venezuela, en violation - mais cela n'étonnera personne - de toutes les normes possibles et imaginables du droit international.

La capitale du pays, Caracas, a été bombardée. Le président Maduro et son épouse ont été kidnappés au cours de cette opération militaire. « Nous allons diriger le pays jusqu'à ce que nous puissions assurer une transition sûre, appropriée et judicieuse », a affirmé Donald Trump, en contradiction frontale avec la réalité de la situation au Venezuela.

Cette intervention impérialiste, justifiée par un discours mensonger, hypocrite et fallacieux sur le trafic de drogue, a pour objectif la conquête richesses énergétiques du pays et l'application d'une doctrine Monroe 2.0 (du nom de la stratégie américaine visant à faire de l'Amérique son "pré carré" exclusif et sous sa domination intégrale).

Solidarité avec le peuple du Venezuela !

« Nous allons faire intervenir nos très grandes compagnies pétrolières américaines, les plus importantes au monde », a encore affirmé le président américain.

Pour les impérialistes américains, la chute du régime progressiste du Venezuela est une condition pour reprendre la main, et sur les immenses réserves de pétrole, et dans la région, notamment face à leurs concurrents chinois et russes.

Affirmons-le et martelons : seul le peuple vénézuélien peut déterminer l'évolution des événements dans son pays dans son intérêt et donner une réponse décisive aux impérialistes américains.

Comme le souligne la Fédération Syndicale Mondiale, partout, condamnons "cette nouvelle ingérence impérialiste visant le contrôle des richesses minières et énergétiques du pays dans le cadre de l'antagonisme inter-impérialiste pour la domination !" "Partout, exprimons notre pleine et entière solidarité avec le peuple et les travailleurs du Venezuela !"

Cette guerre contre le Venezuela, engagée à l'aube de l'année 2026 révèle aussi l'accélération du cours de l'Histoire et rappelle l'extrême volatilité de la situation internationale, 4 ans après l'intervention russe en Ukraine, 2 ans et demi après le "début" du génocide à Gaza.

Faisons front, ici comme ailleurs, contre les marchands de canon et les exploiteurs qui perçoivent la guerre comme une solution à la crise systémique du capitalisme !

La marche à la guerre n'est pourtant pas une fatalité ! Si tu veux la Paix, prépare la Révolution !